

SAMEDI 19 NOVEMBRE 2022

Pour que nos vies ne soient plus classées sans suite. #19novembre

LORIENT 14H30 Place de l'hôtel de ville
(départ manif)

VANNES 10H-13H Village féministe Le port

En 2022, les violences sexistes et sexuelles restent massives. Elles abîment et parfois brisent la vie de millions de femmes, de personnes LGBTQIA+, d'enfants, de familles. Face à cette réalité, une prise de conscience collective a eu lieu. Mais elle n'est pas suffisante. Alors qu'il est maintenant devenu évident que le président de la République et ses gouvernements sont en décalage avec les attentes de la société sur ces questions et ne mènent pas de politiques publiques adaptées à l'enjeu, nous appelons la société toute entière à se mobiliser, dans chaque ville, chaque école, chaque université, chaque établissement de santé, chaque entreprise, chaque parti politique, et sur les réseaux sociaux.



Les violences sexistes et sexuelles surviennent partout, et tout le temps. Elles trouvent racine dans le patriarcat et se situent aussi, souvent, au croisement d'autres discriminations racistes, classistes, validistes, psychophobes, LGBTQIA+phobes, sérophobes, grossophobes, âgistes, islamophobes, antisémites, xénophobes, etc. Nous serons dans la rue le 19 novembre pour dénoncer des réalités insupportables, que tous.tes doivent connaître.

Quand **225 000 femmes sont victimes de la violence de leur conjoint ou exconjoint**

chaque année, quand un tiers des femmes sont victimes de harcèlement sexuel au travail, quand 80 % des femmes handicapées sont victimes de violences, quand 85 % des personnes trans ont déjà subi un acte transphobe, quand 69 % des femmes racisées sont victimes de propos discriminants au travail, quand les femmes grosses ont 4 fois plus de risques d'être discriminées au travail, quand 6,7 millions de français·es ont subi l'inceste, quand des patient·e·s sont violé·e·s dans des cabinets gynécologiques ou des maternités, nous n'avons pas le choix ! Et nous appelons toute la société à nous rejoindre.

Nous manifesterons pour porter la voix de celles qui ne peuvent plus parler, la voix des de 700 femmes assassinées sous la présidence d'Emmanuel Macron, et de toutes celles qui l'ont été sous les gouvernements précédents.

Nous manifesterons aussi pour crier notre colère face au fonctionnement défaillant des institutions, notamment de la justice et de la police. Alors que les discours publics incitent les victimes à parler et dénoncer les violences sexuelles subies, des personnages politiques de premier rang prennent la parole pour défendre haut et fort les agresseurs, y compris lorsqu'ils ont été condamnés, envoyant un signal d'impunité à toute la société.

Aujourd'hui des hommes puissants, connus, accusés de viol, instrumentalisent la justice pour attaquer leurs victimes à travers des procès bâillon avec pour seul but de faire peur et de réduire les victimes au silence.

Lorsque les victimes portent plainte ou saisissent la justice pour faire valoir leurs droits, les institutions rejettent massivement leur parole. Aux violences dénoncées s'ajoute la violence institutionnelle. Absence d'enquêtes, blâme des victimes, discrédit de la parole des enfants, déqualification des viols, classements sans suite, peines dérisoires. Partout en France, tous les jours, des milliers de victimes de ces violences masculines entendent leur parole niée ou décrédibilisée, se voient humiliées et attaquées.

Lorsque nous, mouvements féministes, portons dans le débat public des violences que les institutions refusent de traiter, **le Président de la République parle de tribunal médiatique et d'inquisition, et appelle à « laisser la justice faire son travail ».**

Le 19 novembre, créons ensemble un raz-de-marée dans la rue pour crier notre colère, et porter l'urgence de protéger les victimes et garantir à chacun•e son droit fondamental de vivre à l'abri des violences.

SAMEDI 19 NOVEMBRE 2022

Pour que nos vies ne soient plus classées sans suite. #19novembre

A l'appel de :

UD CGT 56 ,FSU 56,SOLIDAIRES 56, Collectif mandragores ,PCF 56,FRANCE INSOUMISE, Lanester en Commun, Ligue des droits de l'Homme.